

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement

ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du 23 mai 2006

**imposant à la Compagnie Rhénane de Raffinage l'application
de mesures compensatoires à l'absence d'arrêt annuel pour nettoyage des
installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air
soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921**

**Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le Code de l'environnement, livre V, titre 1^{er}, relatif aux installations classées,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment son article 18 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 autorisant la Compagnie Rhénane de Raffinage (CRR) à poursuivre l'exploitation d'une raffinerie de pétrole à Reichstett et Vendenheim ;
- VU** la demande présentée en date du 5 octobre 2005 par la société CRR en vue de ne pas être soumise à l'obligation d'un arrêt annuel pour nettoyage de ses installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation ;
- VU** le rapport du 31 janvier 2007 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis de la Commission Départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques en date du 3 avril 2007 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel susvisé du 13 décembre 2004, de prescrire l'application des mesures compensatoires définies par l'exploitant et soumises à tierce expertise (rapport RT 3407 du 24 novembre 2006 de la société IRH Ingénieur Conseil),

APRES communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 susvisé, sont complétées par les suivantes concernant l'exploitation par la Compagnie Rhénane de Raffinage (RD 37, 67116 REICHSTETT) d'une installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, cette installation n'étant pas du type « circuit primaire fermé » et la puissance thermique évacuée maximale étant de 40 000 kW (rubrique n° 2921-1a de la nomenclature des installations classées).

Article 2 : CADRE GENERAL DE PRESCRIPTIONS

Rappel : L'installation est exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921, dans les conditions définies à l'article 17 de cet arrêté (l'installation est exploitée au bénéfice de l'antériorité à la date de classement - déclaration du 11 avril 2005).

Le présent arrêté préfectoral définit, dans le cadre des dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004, les mesures compensatoires à l'impossibilité d'effectuer un arrêt annuel de l'installation de refroidissement pour nettoyage.

Article 3 : MESURES COMPENSATOIRES A L'IMPOSSIBILITE D'EFFECTUER UN ARRET ANNUEL DE L'INSTALLATION DE REFROIDISSEMENT POUR NETTOYAGE

L'exploitant met en œuvre les mesures listées ci-après.

3.1. Utilisation de bio dispersant

Un stock de biodispersant est présent en permanence sur le site.

Ce produit est injecté dans le circuit tous les jours durant les mois d'avril à septembre au moins. En fonction des conditions météorologiques, la plage annuelle d'injection quotidienne de biodispersant sera au besoin augmentée. Cette plage ne peut être réduite.

Des examens quotidien et hebdomadaire du dispositif « biobox » sont réalisés pour juger du développement d'un éventuel biofilm. Une échelle d'interprétation des constats effectués est établie.

3.2. Chloration du circuit

La chloration du circuit est effectuée à raison de deux injections quotidiennes au moins de produit de traitement. La teneur en chlore résiduel doit être comprise entre 1 et 2 ppm deux heures après l'injection.

Cette teneur est vérifiée à l'aide d'un appareil adapté, entre une heure et demie et deux heures après l'injection.

Les résultats de ce contrôle sont enregistrés.

La plage de pH garantissant l'efficacité maximale du produit de traitement est maintenue à l'aide de pompes doseuses d'acide sulfurique asservies au pH mètre en continu. Ce dernier appareil est étalonné mensuellement.

Tout changement du produit biocide est porté à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation de l'efficacité du nouveau produit et le descriptif des conditions de sa mise en œuvre.

3.3. Inhibition de la corrosion et lutte contre l'entartrage

Le dosage des produits mis en œuvre est vérifié quotidiennement.

Les résultats de ce suivi sont enregistrés.

Un contrôle régulier des plaquettes de corrosion est mis en œuvre.

3.4. Filtration de l'eau d'appoint chlorée

La pression en entrée et en sortie du filtre est contrôlée toutes les huit heures. En fonction des observations réalisées, un nettoyage est effectué en tant que de besoin.

3.5. Filtration dérivée du circuit de réfrigération

La pression en entrée et en sortie du filtre est contrôlée toutes les huit heures. En fonction des observations réalisées, un nettoyage est effectué en tant que de besoin.

3.6. Utilisation d'un purge de déconcentration volumétrique.

3.7. Nettoyage, vidange et désinfection des échangeurs dans lesquels les vitesses de circulation sont inférieures à 0,5 m/s

Des inspections régulières des trois échangeurs concernés sont effectués. Les constats formalisés des inspections sont associés au paramètres de surveillance enregistrés en salle de contrôle. A partir de l'interprétation de ces données associées, la fréquence de nettoyage des échangeurs concernés est définie.

3.8. Réalisation de contrôles à plusieurs niveaux

Le suivi effectué quotidiennement ou en continu (suivant les paramètres) par l'exploitant est complété par un suivi hebdomadaires réalisé par le traiteur d'eau.

Un contrôle trimestriel est effectué par un expert en traitement de l'eau qui supervise le travail effectué par l'ensemble des intervenants.

3.9. Recherche mensuelle des légionelles suivant des méthodes normalisées (NFT 90-431 et toute norme s'y substituant)

La fréquence de recherche normalisée est mensuelle, sans possibilité d'espacer davantage les prélèvements et mesures. L'exploitant se fait transmettre par les laboratoires chargés des mesures les résultats intermédiaires permettant, le cas échéant, une action la plus précoce possible.

Les résultats de cette recherche sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées de la DRIRE.

3.10. Procédure d'arrêt en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l

Cette procédure est définie avec précision, en référence notamment aux documents de gestion du risque industriel.

Article 4 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société CRR.

Article 5 : PUBLICITE

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives des Mairies de REICHSTETT et de VENDENHEIM, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans les dites mairies. Un extrait semblable sera inséré aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 6 : EXECUTION - AMPLIATION

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- les Maires de REICHSTETT et de VENDENHEIM,
- Le Directeur de la sécurité publique,
- les inspecteurs des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, (DRIRE) d'Alsace

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société CRR.

LE PRÉFET

Délai et voie de recours : (article L 514-6 du Code de l'environnement.)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.